

PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS
Par la Commune de Bouyon au profit de la C.A.S.A
Pour l'exercice de ses compétences « Assainissement des eaux usées »

Entre

La Commune de Bouyon, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du,

Et ci-après dénommée : **Commune**,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la mairie d'ANTIBES, Cours Masséna – 06600 ANTIBES, représentée par son Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement, Joseph CESARO agissant au nom et pour le compte de ladite agglomération, et autorisé à signer le présent procès-verbal par une délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2020 ;

Ci-après désignée : « **la C.A.S.A** » ;

D'autre part,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment ses articles L. 1321-1 et suivants, L. 2224-8 et L. 5211-5 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.33 en date du 1er avril 2019 relative à la prise de compétence « Assainissement des eaux usées » au 1er janvier 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la CASA ;

Vu la délibération de la Commune de Bouyon en date du _____ autorisant le transfert de la compétence « Assainissement des eaux usées » à la C.A.S.A ;

Préambule

La Commune a transféré au 1^{er} janvier 2020 à la C.A.S.A. la compétences « Assainissement des eaux usées ». En application de l'article L.5211-17 du C.G.C.T renvoyant aux articles L. 1321-1 et suivants du même Code, un transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition, à titre gratuit, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Ces dispositions prévoient également que cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la commune concernée et l'EPCI.

Au vu de ces dispositions, est ainsi établi le présent procès-verbal de mise à disposition de biens, par la Commune, au profit de la C.A.S.A, pour l'exercice desdites compétences.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Situation juridique des biens mis à disposition

Les biens mis à disposition restent propriété de la Commune.

Article 2 : Désignation et consistance des biens mis à disposition

La Commune met à disposition de la C.A.S.A, pour l'exercice de sa compétence « Assainissement des eaux usées », les biens immobiliers suivants :

Ouvrages publics d'assainissement :

Plan joint en Annexe.

L'ensemble des réseaux de collecte des eaux usées
L'ensemble des canalisations de branchement (partie publique)
La station d'épuration (600 Equivalents-Habitants) construite en 2019, comprenant les ouvrages et équipements ci-après : Dégrilleur, Répartiteur, Décanteur primaire, Réacteur Biologique/Clarificateur (Microstation Oxyfix), Extracteur de boues.
Situation : Chemin du Col de l'Ane – Parcelles 0C0323/0C322 (coordonnées : X = 1032004 et Y = 6312135)

Article 3 : Etat général des biens mis à disposition

Les biens mis à disposition présentent un état général qui n'appelle aucune observation particulière.

Article 4 : Etat de l'actif mis à disposition et valeur comptable afférente

La Commune met à disposition de la C.A.S.A, pour l'exercice de sa compétence « Assainissement des eaux usées », les biens suivants :

Détail des biens mis à disposition :

Compte d'imputation budgétaire	N° d'inventaire	Libellé du bien	Date d'acquisition ou de mise en service	Durée d'amortissement	Valeur brute	Amort. cumulés	Valeur nette comptable
203	2018-2	ASSISTANCE TECHNIQUE - STEP	0	0	42 465,23	0,00	42 465,23
211	2019_001	ACHATS PARCELLES F900 ET F901	0	0	5 000,00	0,00	5 000,00
2156	01/2010	SCHEMA.DIREC.ASS.SITUATION A	2012	2	25 392,00	15 682,60	9 709,40
2156	01/2011	RAC.REU-D'AUTHIER PIER.ETSOPHI	0	5	1 438,00	1 359,00	79,00
2156	01/2014	TX-EU-AEP MAISON BARNOIN	2013	5	6 960,00	6 960,00	0,00
2156	01/2015	travaux grosse repar canal hau	0	10	9 800,00	3 675,00	6 125,00
2156	01/2016	repar canal dessus valente	0	10	9 625,00	2 405,00	7 220,00
2156	02/2011	RAC.EU PTE LAFOND-MORTIER	0	5	1 108,00	1 108,00	0,00
2156	02/2014	TRX RUELLE BARQUIERE	0	10	9 675,50	3 868,00	5 807,50
2156	03/2008	CONST.EU GITE AIGUILLETTE	0	10	1 770,00	1 770,00	0,00
2156	03/2011	RAC.EU PTE AMBLET.SCHNEIDER	0	10	2 796,00	2 452,00	344,00
2156	03/2014	TRX RUE REMPARTS	0	10	3 022,50	1 208,00	1 814,50
2156	1	ANTERIEURS DIVERS INSTALLATION	0	20	1 721,37	1 204,00	517,37
2156	1-02	IMMO	0	20	3 019,86	2 114,00	905,86
2156	2	DIVERS INSTALLATIONS TECHNIQUE	0	20	609,95	420,00	189,95
2156	2005-1	REPARATION RESEAU CD 1	0	20	1 668,23	1 162,00	506,23
2156	2005-2	REGUL TVA SUR MDT 16/2003	0	20	1 331,76	924,00	407,76
2156	2007-1	PLAQUES REGARDS EAUX USEES	0	20	1 526,20	912,00	614,20
2156	2009-1	NUMERISATION CADASTRE	0	2	474,53	474,53	0,00
2156	2009-2	CONST.EU ARNEODO ET MALLEGOL	0	10	7 500,00	7 500,00	0,00
2156	2018-3	TRAV.RAC.AS.MAISON BARNOIN	0	5	3 351,00	1 451,00	1 900,00
2156	2018-4	VOIRIE 2014	0	5	1 152,00	1 152,00	0,00
2156	2-02	DIVERS INSTALLATIONS TECHNIQUE	0	20	44 993,52	29 654,25	15 339,27
2313	2018-10	SITUATION No 1 - NOUVELLE STEP	0	0	857 754,80	0,00	857 754,80
2315	2018-10	SITUATION No 1 - NOUVELLE STEP	0	0	31 884,29	0,00	31 884,29

Détail des subventions mises à disposition :

Compte d'imputation budgétaire	N° d'inventaire	Libellé de la subvention	Date d'acquisition	Durée de reprise	Valeur brute	Reprises cumulées	Valeur nette comptable
--------------------------------	-----------------	--------------------------	--------------------	------------------	--------------	-------------------	------------------------

131	0	Subvention perçue en 2019 (travaux nouvelle STEP)	2019	0	517 418,32	0,00	517 418,32
-----	---	---	------	---	------------	------	------------

Synthèse :

Synthèse des actifs mis à disposition au 31/12/2019				
Compte	Libellé	Valeur brute	Amort. cumulé	VNC
203	Frais d'études recherche et développement	42 465,23 €	0,00 €	42 465,23 €
211	Terrains	5 000,00 €	0,00 €	5 000,00 €
2156	Mat. Spécifique d'exploit.	138 935,42 €	87 455,38 €	51 480,04 €
2313	Constructions	857 754,80 €	0,00 €	857 754,80 €
2315	Installation matériel outillage technique	31 884,29 €	0,00 €	31 884,29 €
Total		1 076 039,74 €	87 455,38 €	988 584,36 €

Synthèse des subventions mises à disposition au 31/12/2019				
Compte	Libellé	Valeur brute	Amort. cumulé	VNC
131	Subventions d'équipement	517 418,32 €	0,00 €	517 418,32 €
Total		517 418,32 €	0,00 €	517 418,32 €

Résultats du budget annexe au 31/12/2019 et soldes retraités :

Résultat CA 2019 - Fonctionnt.	35 489
Résultat CA 2019 - Investisst.	-181 118
Total CA 2019	-145 629

Pour information - Solde fonctionnement 2020	35 489
Pour information - Solde investissement 2020	-181 118
Solde total	-145 629

Article 5 : Droits et obligations

La remise du bien mis à disposition a lieu à titre gratuit.

La C.A.S.A bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, sauf le pouvoir d'aliéner les biens, conformément aux articles L. 1321-1 et suivants du CGCT.

Article 6 : Durée

La durée du présent procès-verbal de mise à disposition est illimitée.

Toutefois, en cas de reprise de la compétence par la commune indiquée, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, d'une réduction de compétence de l'EPCI, du retrait de la Commune de l'EPCI ou en cas de dissolution de la C.A.S.A, la Commune propriétaire recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur lesdits biens.

Article 7 : Assurance

L'assurance des biens mis à disposition ne relève plus de la commune à compter du 1^{er} janvier 2020. Il appartient donc à la C.A.S.A de souscrire toutes les Polices d'Assurances nécessaires.

Article 8 : Litiges

Pour toute difficulté d'application du présent procès-verbal et en cas de litiges, la Commune et la C.A.S.A conviennent que ceux-ci feront l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord avant tout recours contentieux.

A défaut de conciliation, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Article9 : Annexes

Les annexes au PV font partie intégrante du PV.

Fait à Valbonne, le

En deux exemplaires originaux,

Le Maire de Bouyon,

Le Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement,

Jean-Pierre MASCARELLI

Joseph CESARO

PLAN DU RESEAU ET OUVRAGES D'EAUX USEES DE LA COMMUNE DE BOUYON

LEGENDE :

- STATION D'EPURATION
- RESEAU EU